



**PRÉFÈTE
DU RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DREAL/UD69/ACA
DDPP/SPE-FC

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement

Direction départementale
de la protection des populations

ARRÊTÉ n° DDPP-DREAL 2024-237

**portant abrogation des arrêtés préfectoraux
n° DDPP-DREAL 2022-153 du 15 juin 2022
mettant en demeure la société EUROMETAL DEVELOPPEMENT
et n° DDPP-DREAL 2023-175 du 6 septembre 2023
la rendant redevable d'une astreinte journalière
pour son établissement situé 9 boulevard Monge à Meyzieu**

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfète du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 ;

VU les arrêtés préfectoraux du 29 mars 2005 et du 9 juin 2015 régissant le fonctionnement des activités exercées par la société EUROMETAL DEVELOPPEMENT dans son établissement situé sur la commune de MEYZIEU ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDPP-DREAL 2022-153 du 15 juin 2022 mettant en demeure la société EUROMETAL DEVELOPPEMENT susvisée, de mettre en place sous 6 mois, à compter de la notification de l'arrêté, un système de détection incendie ou tout autre système de surveillance approprié dans les locaux comportant des zones à risques incendie, conformément à l'article 6.1.2 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDPP-DREAL 2023-175 du 6 septembre 2023 rendant redevable la société EUROMETAL DEVELOPPEMENT d'une astreinte journalière de cinq cents (500 €) en raison du non-respect de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure du 15 juin 2022 susvisé ;

VU l'arrêté préfectoral DDPP-DREAL 2023-175 du 6 septembre 2023 précité selon lequel il est sursis à exécution de l'astreinte administrative jusqu'à 6 mois après la notification de l'arrêté effectuée le 13 septembre 2023, de telle sorte que si la mise en conformité est réalisée entre 13 septembre 2023 et le 13 mars 2024, aucun recouvrement de l'astreinte ne sera opéré ;

VU le rapport du 5 décembre 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, service chargé de l'inspection des installations classées, proposant l'abrogation de l'astreinte du 6 septembre 2023, transmis à l'exploitant par courriel du 6 décembre 2024 ;

CONSIDÉRANT les éléments transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées et l'installation du système de détection et d'alerte incendie effectuée dans les délais impartis par l'astreinte administrative du 6 septembre 2023, justifiant du respect des dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 15 juin 2022 ;

CONSIDÉRANT les constats effectués par l'inspectrice des installations classées lors de sa visite d'inspection du 17 octobre 2024 de l'établissement EUROMETAL DEVELOPPEMENT situé 9 boulevard Monge à Meyzieu et sa proposition de lever la mise en demeure du 15 juin 2022 et d'abroger l'arrêté préfectoral d'astreinte administrative du 6 septembre 2023 ;

CONSIDÉRANT dès lors qu'il convient de ne pas poursuivre la mise en demeure prononcée par l'arrêté préfectoral du 15 juin 2022 et d'abroger l'arrêté préfectoral du 6 septembre 2023 rendant redevable la société EUROMETAL DEVELOPPEMENT pour son établissement situé 9 boulevard Monge à Meyzieu, d'une astreinte journalière de cinq cents euros (500 €) pour le non-respect de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure du 15 juin 2022 cité supra ;

SUR proposition de la préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Objet

L'arrêté préfectoral n° DDPP-DREAL 2022-153 du 15 juin 2022 susvisé mettant en demeure la société EUROMETAL DEVELOPPEMENT est abrogé.

L'arrêté préfectoral n° DDPP-DREAL 2023-175 du 6 septembre 2023 susvisé, rendant redevable la société EUROMETAL DEVELOPPEMENT, pour son établissement situé 9 boulevard Monge à Meyzieu, d'une astreinte journalière d'un montant de cinq cents euros (500 €), est abrogé.

ARTICLE 2 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, cet arrêté peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, du Tribunal Administratif de Lyon.

ARTICLE 3 : Exécution

La préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances, le directeur départemental de la protection des populations par intérim, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée au maire de Meyzieu.

Lyon, le 26 DEC. 2024

La Préfète,

La sous-préfète,
Secrétaire générale

Judith ROUSSON